



IRIS : D'après la commission électorale du Donbass, 89 % des électeurs qui se sont rendus aux urnes ce dimanche ont voté pour l'autonomie de la région. Quelles seront les conséquences possibles du résultat de ce scrutin ? Aussi, alors que Moscou s'est dit opposée à ce référendum et que les Occidentaux redoutent une annexion de la région par la Russie, un scénario à la criméenne est-il envisageable ?

Philippe MIGAULT : Pour l'heure ce scrutin n'est reconnu par personne. Il a été organisé dans de telles conditions qu'aucune transparence de l'élection n'a été possible. Pas de listes électorales, possibilités de fraude multiples, impossibilité de fait pour les opposants au scrutin de faire campagne et de se faire entendre. Nous ne sommes donc pas dans un cadre démocratique, même si de nombreux électeurs se sont mobilisés. Pour l'heure les premiers résultats de ce scrutin sont extrêmement limités : ils ne confortent que les leaders des différentes formations régionales qui l'ont organisé, que ceux-ci soient en faveur d'une indépendance, d'une fédéralisation de l'Ukraine ou d'un rattachement à la Russie. Ils viennent aussi confirmer un peu plus la partition de fait de l'Ukraine, entre les provinces sur lesquelles Kiev est encore en mesure d'imposer son autorité et celles qui échappent à sa souveraineté.

Je ne crois pas au renouvellement d'un scénario criméen dans le contexte du Donbass. D'abord parce que la Crimée pour des raisons historiques, culturelles, est plus étroitement attachée à son identité russe que ne l'est l'Est de l'Ukraine. Ensuite parce que les personnes qui se sont exprimées dans les urnes ne semblent pas massivement désireuses de se rattacher à la Russie. Enfin parce qu'une série d'annexions successives de provinces ukrainiennes par la Russie seraient contre-productives pour le Kremlin et que ce dernier en est bien conscient. Cela conforterait ceux qui en Occident comparent Poutine à Hitler et l'annexion de la Crimée à la série de coups de force que le IIIe Reich a conduit entre 1934 et 1939. Cela participerait un peu plus encore de la dégradation de l'image de la Russie à l'étranger. Au-delà de ce coût diplomatique cela représenterait aussi un investissement financier considérable, même si nous parlons là d'intégrer quelques-unes des provinces les plus riches d'Ukraine. D'un point de vue tactique, il conviendrait donc de faire une pause dans l'absorption de régions ukrainiennes même si, d'un point de vue stratégique, la prise de contrôle de l'Est et du Sud du pays demeure un objectif intéressant. Pourquoi la Russie devrait-elle d'ailleurs se presser ? L'anarchie règne en Ukraine. Le scrutin du 25 mai prochain ne sera pas plus démocratique que celui qui vient d'avoir lieu dans la mesure où les représentants des régions « pro-russes », si tant est que ce terme soit pertinent, ne seront pas en mesure de faire sereinement campagne dans tout le pays, à Lviv, à Kiev... L'Ukraine ressemble de plus en plus à un Etat failli, au bord de la banqueroute de surcroît. Si un jour, dans quelques mois ou quelques années, une partie de l'Ukraine choisit de se rapprocher de la Russie, « Nation sœur » et partenaire économique de référence, scénario tout à fait possible, voire probable, il sera temps pour Moscou d'agir de manière plus « concertée », dans un contexte plus apaisé. Après tout, ce que tout le monde souhaite, c'est que l'on évite une crise similaire à celle de l'ex-Yougoslavie.

Le gouvernement ukrainien poursuit actuellement son opération « anti-terroriste » dans l'est du pays, et ce, malgré le dernier accord en date, conclu entre le président Poutine et son homologue suisse, Didier Burkhalter qui préside actuellement l'OSCE. Alors que la diplomatie semble montrer ses limites, peut-on imaginer une sortie de

crise avant l'élection présidentielle prévue pour le 25 mai ?

Non. Nul n'y a d'ailleurs intérêt tant la dramatisation de la crise sert, dans un contexte électoral, les intérêts de tout le monde. Les autorités de Kiev ont besoin que la crise se prolonge pour arriver au scrutin drapées dans la posture de garantes de l'indépendance et de l'intégrité du pays. Les pro-russes ont tout intérêt à ce que la situation ne s'arrange pas tant il est probable que le vote du 25 mai sera entaché d'incidents et d'irrégularités qui démontreront aux yeux du monde entier qu'il est trop tôt pour sortir de la crise sans négociations préalables entre toutes les parties.

La presse allemande a récemment révélé la présence de mercenaires américains, travaillant pour Academi (ex-Blackwater), et qui opéreraient aux côtés des soldats et de la police ukrainienne dans des opérations contre les insurgés prorusses. Sachant que les Etats-Unis ont déjà fait appel à cette entreprise par le passé, notamment en Irak et en Afghanistan, peut-on en conclure à une ingérence, au moins indirecte, de Washington dans la crise actuelle ?

Elle ne semble guère faire de doutes. Mais elle ne fait que prolonger celle que la CIA a menée jusqu'en 1953 par le biais de son soutien aux ultra-nationalistes de l'UPA, ou les ONG américaines lors de la révolution Orange de 2004. La préoccupation première des Etats-Unis en Europe orientale a toujours été de séparer Russes et Ukrainiens.

Source : [IRIS](#)